Module : CLE

Niveau : L2

Semestre : 04

Année universitaire : 2024-2025

**1-Les colonies françaises dans la Seconde Guerre mondiale**

Au lendemain de la défaite française de 1940 et de l'instauration du régime de Vichy, les colonies françaises durent faire un choix crucial entre collaboration avec le gouvernement pétainiste ou ralliement à la France libre du général de Gaulle. Cette décision se manifesta à travers des dynamiques contrastées selon les territoires : si l'Afrique Équatoriale Française et certaines possessions du Pacifique se rallièrent rapidement à la Résistance dès 1940-1941, permettant l'engagement de près de 300 000 soldats coloniaux aux côtés des Alliés, d'autres territoires comme l'Indochine ou les Antilles restèrent sous influence vichyste ou japonaise jusqu'en 1943-1945. Les gouverneurs coloniaux jouèrent un rôle déterminant dans ces orientations, leurs décisions entraînant soit la poursuite de la collaboration administrative avec l'État français de Pétain, soit au contraire la mobilisation des territoires et des hommes dans le camp gaulliste. Ce clivage impérial, marqué par des affrontements parfois violents entre partisans de Vichy et de la Résistance, révèle les contradictions d'un empire colonial combattant pour la libération de la métropole tout en maintenant sa propre domination sur les populations indigènes. L'engagement massif des troupes coloniales dans les combats de la Libération, de Bir Hakeim au débarquement de Provence, allait d'ailleurs poser les bases des revendications indépendantistes de l'après-guerre, faisant de ce choix initial entre collaboration et résistance un moment charnière dans l'histoire de la décolonisation française.

**2- L'Afrique, théâtre des combats et prémices de la décolonisation**

Le continent africain devient un enjeu stratégique majeur dans la reconquête alliée, servant de base arrière pour la libération de l'Europe. Cette situation entraîne d'importantes confrontations entre trois forces : les troupes vichystes fidèles à Pétain, les Forces Françaises Libres de De Gaulle et les armées alliées. Ces combats créent une grande confusion parmi les populations locales, souvent peu informées des subtilités politiques qui divisent les Français.

L'engagement massif des soldats coloniaux dans ces opérations militaires suscite rapidement des revendications politiques. Les populations indigènes, après avoir contribué à la lutte pour la liberté en Europe, réclament à leur tour des droits élargis et une autonomie accrue. La guerre révèle ainsi les contradictions du système colonial, où des sujets de l'Empire combattent pour des valeurs de liberté qui leur sont refusées dans leur propre pays.

Cette période marque un tournant décisif : l'expérience militaire partagée, la prise de conscience politique qu'elle engendre et les promesses non tenues de la métropole constituent les ferments des mouvements indépendantistes qui aboutiront à la décolonisation dans les décennies suivantes. La Seconde Guerre mondiale apparaît ainsi comme le catalyseur qui précipitera la fin des empires coloniaux.

**3-Les ralliements des colonies françaises à la France Libre en 1940**

En 1940, après l’appel à la résistance du général de Gaulle et la signature de l’armistice avec l’Allemagne nazie par le maréchal Pétain, les colonies françaises sont appelées à faire un choix.

Ce sont les Nouvelles-Hébrides, condominium franco-britannique du Pacifique, qui rallient de Gaulle en premier, le 20 juillet 1940, suivis par le Tchad du gouverneur Éboué, le 26 août. Les autres colonies d’Afrique Équatoriale française choisissent la résistance tandis que l’AOF (Afrique Occidentale française), l’Indochine, les colonies de l’Océan Indien, Wallis-et-Futuna, les colonies de l’Atlantique restent encore fidèles à Vichy en cette année 1940.

Les ralliements à la France Libre s’expliquent généralement par la forte personnalité des gouverneurs qui dirigent ces colonies comme Henri Sautot aux Nouvelles-Hébrides ou Félix Éboué au Tchad.

Le ralliement à la France Libre est officiellement annoncé par les gouverneurs à la population.

D’autres ralliements à la France Libre après 1940 :

-Juin-juillet 1941 : les territoires du Levant (Liban et Syrie)

-24 décembre 1941 : Saint-Pierre-et-Miquelon

-27 mai 1942 : Wallis-et-Futuna

-28 novembre 1942 : La Réunion

-14 décembre 1942 : Madagascar

-28 décembre 1942 : la Côte française des Somalis (Djibouti)

-16 mars 1943 : la Guyane

-3 juillet 1943 : les Antilles

**4-Les combattants coloniaux de la France Libre**

La participation massive des soldats coloniaux dans l'effort de guerre français constitue un épisode aussi décisif que paradoxal de la Seconde Guerre mondiale. Dès 1940, près de 430 000 hommes issus de l'empire - tirailleurs sénégalais, spahis algériens, soldats malgaches et indochinois - sont engagés sur le front européen, subissant de lourdes pertes durant la campagne de France. Après l'armistice, ces troupes coloniales forment le fer de lance des Forces Françaises Libres, se distinguant dans les combats en Afrique du Nord (1942-1943), lors du débarquement de Provence (août 1944) et jusqu'à la libération de l'Alsace (novembre 1944). Pourtant, ce sacrifice militaire - près de 20 000 morts africains - met en lumière les contradictions du système colonial : ces hommes qui libèrent la métropole restent des sujets sans droits complets. Leur expérience combattante, marquée par la fraternité d'armes et la découverte des valeurs républicaines, nourrira les revendications indépendantistes de l'après-guerre, faisant de leur engagement un tournant décisif dans le processus de décolonisation.

**5-Les colonies d’Afrique, des champs de bataille**

L'empire colonial français en Afrique - AEF, AOF, Afrique du Nord et Madagascar - joue un rôle crucial dans le conflit. Dès 1939, des dizaines de milliers de soldats coloniaux combattent dans l'armée française, subissant de lourdes pertes. Après l'armistice de 1940, leur sort se divise : certains sont massacrés par les nazis, d'autres rejoignent la Résistance ou restent fidèles à Vichy, comme en AOF où l'administration coloniale maintient son allégeance à Pétain. Cependant, sous l'impulsion de figures comme Félix Eboué au Tchad, l'AEF bascule progressivement vers la France Libre dès 1940, suivie par l'AOF en 1942 après l'échec de l'opération Menace sur Dakar. L'Afrique devient alors un théâtre d'opérations majeur, marqué par des batailles décisives : Mers el-Kébir (juillet 1940) où la Royal Navy détruit une partie de la flotte française, Bir Hakeim (mai-juin 1942) où la 1ère DFL résiste héroïquement à Rommel, et enfin le débarquement allié en Afrique du Nord (novembre 1942) qui mobilise 100 000 hommes. Ces combats en terre africaine, auxquels participent activement les troupes coloniales regroupées en Afrique, préparent la libération de la métropole, tout en révélant les contradictions d'un empire où des sujets coloniaux se battent pour la liberté d'une nation qui leur refuse l'égalité.

**6- La Seconde Guerre mondiale comme catalyseur de la décolonisation et l'émergence d'une politique européenne de coopération**

Le conflit mondial de 1939-1945 a profondément affaibli le prestige des puissances coloniales européennes, vaincues ou considérablement affaiblies, tandis que les peuples colonisés, massivement mobilisés dans l'effort de guerre, développaient une conscience politique accrue. Ce contexte, combiné à l'émergence des deux superpuissances anticolonialistes (États-Unis et URSS) et à l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans la Charte de l'Atlantique (1941) puis à l'ONU, a précipité le mouvement de décolonisation. Ce processus s'est déroulé en deux vagues : d'abord en Asie (1945-1955), puis en Afrique (à partir de 1955), marquée par la conférence de Bandung. Face à cette nouvelle donne, les puissances coloniales européennes, notamment la France, ont cherché à maintenir leurs liens privilégiés avec leurs anciennes colonies dans le cadre de la construction communautaire. Le traité de Rome (1957) établit ainsi un système d'association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM), créant une zone de libre-échange et un Fonds de développement (FEDOM). Ce dispositif a évolué avec les indépendances, aboutissant à la convention de Yaoundé (1963) puis de Lomé (1975), qui élargit le partenariat aux États ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), reflétant les tensions entre approches "régionaliste" (France) et "mondialiste" (Allemagne, Pays-Bas) de la coopération européenne avec le Sud**.**